

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Parisot, archétype de l'obscurantisme

- Social -

Date de mise en ligne : jeudi 19 mars 2009

Démocratie & Socialisme

Expression concentrée de la cupidité patronale, cette femme est l'archétype de la haine sociale, de la réaction faite patronne, de l'obscurantisme élevé au rang des beaux-arts.

Liée en tant que chef du Medef, à la corruption de l'UIMM, elle a osé plaider qu'elle « savait beaucoup inconsciemment ». Quand un autre patron l'a accusé de savoir consciemment, elle l'a attaqué en diffamation, elle a perdu le 1er mars dernier.

Confrontée à ce qui, pour elle, est une ignominie archaïque, le droit du travail, elle a osé demander la suppression de l'article 34 de la Constitution parce que c'est celui qui précise que c'est « le Parlement qui légifère en matière de droit du travail, de droits sociaux et de protection sociale ». Parce qu'elle avait trop peur que la gauche ne revienne au pouvoir, elle exigeait que « le contrat remplace la loi ». Depuis que c'est la droite, elle se réjouit de chaque loi UMP qui fait tourner la roue de l'histoire à l'envers pour un retour aux loueurs de bras du 19^e siècle.

Elle a affirmé sans rire : « La liberté de penser s'arrête là où commence le Code du travail ».

Elle a rajouté « La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas ? » pour mieux faire savoir qu'il ne devait plus y avoir d'état de droit dans l'entreprise.

C'est elle qui voulait remplacer le droit du licenciement par « la séparabilité », c'est comme un divorce répétait-elle pour mieux souligner le caractère individuel de la rupture du contrat : d'ailleurs en pleine crise, elle réclame un « assouplissement des règles de licenciement ».

C'est elle qui ne veut plus de prud'hommes « parce que cela insécurise les employeurs ».

C'est elle qui ne veut plus de durée légale du travail, ni 35, ni 40 h « parce que tout le monde ne chausse pas du 35 ».

C'est elle qui ne veut plus de retraite à 60 ans, mais « une retraite à la carte » et elle avance 63, demain 65 et laisse voter 70 ans en s'en réjouissant ostensiblement.

C'est elle qui ne veut plus de Smic, sinon annualisé et fixé par « une commission des sages ».

C'est elle qui ne veut plus de « cotisations sociales » (les gens n'ont qu'à s'assurer eux-mêmes) pour mieux baisser le « coût du travail ».

C'est elle qui ne veut plus de droit de grève, ou alors a minima.

C'est elle qui pleure sur les « petits patrons » sa masse de manoeuvre, alors qu'elle sert les « gros » aveuglément.

C'est elle, née avec une cuillère d'argent dans la bouche, patronne de l'IFOP, qui est la 273^e fortune de France parmi les 500 familles qui ont gagné 80 milliards d'euros de plus l'an passé que l'an précédent.

Interrogée sur les 58 % d'augmentation des patrons, elle répond qu'elle va consulter la « commission d'éthique du Medef » et elle refuse toute loi contre les stocks option, les retraites chapeaux, les parachutes dorés. Elle félicite

Total pour ses 14 milliards et ses 550 postes en moins. Indécente !

C'est elle qui s'est dite « consternée » par la grève du 29 janvier « qui coûte cher et ruine la réputation de la France ».

C'est elle qui remet le couvert le 19 mars, en parlant de la grève comme d'une « facilité », de syndicats « égoïstes », accusant même la CGT de « mauvaise foi », parce qu'elle crée des « illusions » et « par démagogie » « détruit des emplois ».

Cette femme a le vice de l'élitisme, la morgue du grand exploitateur, le mépris incarné du salariat, qui se résume à ses yeux comme un corps social qui bosse mal et qui est infondé à revendiquer quoi que ce soit. Pas une seconde, elle ne songe que la crise est due aux patrons qu'elle représente et à la politique qu'elle défend.

Mais c'est pourtant son institut de sondage l'IFOP qui ne peut cacher que 78 % des Français considèrent que la grève est justifiée !

Gérard Filoche, le 19 mars 2009, D&S